

Colonel Ernest J. Chambers, and, on the whole, they worked with shrewder politicians. Like Chambers, the chief censors tried, with considerable success, to make editors and news directors into allies. Nor were government ministers always submissive. Munitions Minister C. D. Howe was determined to publicize Canada's wartime productivity, whatever benefit it might bring to Axis agents, and wartime Canada remained enough of a democracy either to muzzle prominent politicians or to encourage them to tangle with prominent newspaper proprietors.

Montreal's nationalist organ, *Le Devoir*, was a conspicuous beneficiary. Under the management of Georges Pelletier, the paper was as careful as its competitors to avoid breaching military secrecy, but its conspicuous refusal to promote Canada's warlike spirit drove censors wild. Faced with repeated requests to impose the full rigour of the law, King and his Quebec ministers refused to make a martyr. In contrast, it was government ministers who demanded suppression of news when NRMA men mutinied in Terrace, B.C., in 1944, while the censors urged realism. The news would inevitably get out.

By turning his doctoral thesis into a readable book, Claude Beaugard and his publisher have made a useful contribution to an understanding of Canada in the throes of total war. Long after the war, some may expect more indignation, but Beaugard remembers that "there was a war on". Shock that Ottawa collected half a million files on its 11 million subjects will mingle with regret that, by the end of August 1945, they were ashes. What could social historians have learned!

Desmond Morton  
*McGill University*

Éric Bédard — *Chronique d'une insurrection appréhendée : la crise d'Octobre et le milieu universitaire*, Sillery (Québec), Septentrion, 1998, 199 p.

Dans cette étude, tirée d'un mémoire de maîtrise, l'auteur tente de répondre à une question très précise à savoir « était-il raisonnable de penser », comme l'on fait plusieurs politiciens à l'époque, « que les activités felquistes de l'automne 1970 pouvaient entraîner un soulèvement étudiant de grande envergure? » (p. 183). Il aborde là un sujet inédit dans l'historiographie québécoise. En effet, si les politiciens, les forces policières et les témoins de l'époque ont émit leurs points de vue à ce sujet, les chercheurs, pour leur part, ne s'étaient pas encore penchés sur la question. Ceux qui s'intéressaient aux attitudes de la jeunesse étudiante envers les initiatives du Front de libération du Québec devaient se contenter de déclarations partisanses, de suppositions ou de oui-dire. Éric Bédard a donc le mérite de porter un regard critique outillé d'un corpus de sources éclairantes qui nous place sur un terrain analytique plus solide.

Cette étude s'avère des plus intéressante car l'auteur a défini le milieu universitaire au sens large. C'est ainsi qu'il se penche sur les attitudes des étudiants universitaires montréalais francophones et anglophones et qu'il décrit les réactions des professeurs et des administrateurs dans chaque institution universitaire à Montréal y

compris le Collège Sir George Williams. Après une brève mise en contexte qui brosse un tableau sommaire des développements houleux qui ont cours sur les campus universitaires de la métropole durant les années soixante, que ce soit les démêlés de l'Union générale des étudiants du Québec ou le mouvement *McGill français*, Bédard cherche essentiellement à déterminer les réactions de tous ces acteurs aux initiatives du FLQ et à la *Loi des mesures de guerre*. S'il nous conviait aisément que l'on ne saurait parler d'un seul milieu aux réactions homogènes, il démontre clairement aussi que, pour des raisons qui leur sont propres, les étudiants de l'Université de Montréal, de l'Université du Québec à Montréal, de l'Université McGill et du Collège Sir George Williams n'ont pas constitué une force révolutionnaire apte à se soulever contre l'ordre établi.

Divisés idéologiquement et frappé « par [une] angoisse de l'arrestation » (p. 187), « les leaders étudiants francophones sont incapables de mobiliser leurs semblables » (p. 160) après les événements de 1970. Bédard suggère également que la mort de Pierre Laporte aura très certainement refroidi les ardeurs révolutionnaires parmi les étudiants de l'Université de Montréal et de l'UQAM. Du côté anglophone, l'auteur note que durant l'automne chaud de 1970, des professeurs et quelques étudiants se sont opposés à la *Loi des mesures de guerre* mais qu'en somme, « la vaste majorité des étudiants ont affiché une parfaite indifférence face à la crise d'Octobre » (p. 186).

Si la démonstration de l'auteur s'avère convaincante en ce qui concerne les diverses réactions en milieu universitaire francophone, l'indifférence qu'il impute aux étudiants anglophones nous laisse sur notre faim. C'est que, comme le relate Bédard, plusieurs étudiants à McGill et à SGW réagissent aux événements de la crise d'Octobre. Entre autres, à McGill, le *McGill Daily* y consacre un cahier spécial (p. 119), plusieurs étudiants s'opposent aux mesures de guerre et mettent « sur pied un comité pour la défense des droits et libertés » (p. 122). Ces initiatives, parmi d'autres, si elles ne signalent pas nécessairement un appui notable pour le FLQ, ne témoignent certainement pas d'une indifférence face à la crise d'Octobre. Si l'auteur a choisi d'y voir de l'indifférence d'autres auraient pu y déceler de l'ambivalence. Quoiqu'il en soit, ces étudiants se sentent interpellés par les événements qui ont cours à l'automne 1970 mais différemment de leurs homologues francophones. Comment qualifier cette différence et comment en rendre compte? Voilà quelques questions auxquelles il aurait été intéressant de s'attarder davantage. Elles auraient le mérite d'étayer une interprétation qui risque de demeurer une supposition générale fort vulnérable à des remises en question.

En somme, l'analyse comparative telle qu'elle est menée ici met en relief certaines carences méthodologiques. Ainsi, il aurait sûrement été possible de fournir des explications plus fouillées afin de rendre compte des différences d'attitudes chez les anglophones et les francophones si l'auteur c'était davantage attardé à la question de la représentativité des étudiants qu'il choisit d'analyser. Même s'il est impossible en tant qu'historien de s'assurer sans faute de la représentativité des porte-paroles que l'on choisit d'analyser (ou qui ont laissé des traces), il importe tout de même d'être sensible à cette épineuse question à titre de chercheur. Tour à tour, l'auteur décrit ces protagonistes comme « leaders étudiants », « étudiants »,

« représentants élus des étudiants ». Parfois on comprend qu'il ne tient pas à faire de distinctions entre ces catégories; ailleurs par contre, il tient à les démarquer les unes des autres. C'est surtout le cas lorsqu'il discute des attitudes des étudiants des universités anglophones. Toutefois ce n'est qu'à partir de la page 76 que l'auteur soulève la question et ce, pour discuter de la représentativité d'un président étudiant à SGW. Bien qu'il revienne par la suite à l'occasion sur le fait que tel ou tel groupe ne représente pas l'ensemble de la population étudiante, ces réflexions sont ponctuelles et n'informent pas l'ensemble de l'analyse de cette *Chronique*. Ce va et vient entre différentes catégories d'étudiants laisse songeur et pousse le lecteur à se demander à qui l'on a à faire au juste. La question est d'autant plus pertinente le moment venu de faire des comparaisons entre étudiants. Il importe de comparer les mêmes types d'étudiants avant de faire des généralisations sur le niveau d'activisme ou d'indifférence dans chaque institution.

Ces questions d'ordre méthodologique n'enlèvent en rien à la valeur de cette étude. Comme son titre l'indique fort justement, l'auteur nous offre ici une *Chronique* qui trace les grandes lignes de développements demeurés dans l'ombre jusque là. Non seulement Bédard confirme-t-il la polyvalence des réactions en milieu universitaire mettant en relief des différences qui portent à réflexion entre institutions francophones et anglophones et au sein même de ces deux groupes mais, témoignant de son approche globalisante, il nous invite à nous pencher également sur les répercussions de ces événements à court terme. Comme il le dit lui-même, il fut étonné de constater que ce sont les enseignants et les professeurs québécois qui « furent tenus responsables de la crise d'Octobre » (p. 188). On a beaucoup tendance à penser aux répercussions de cette crise dans le cadre des débats constitutionnels et politiques québécois et canadiens. Or, l'auteur de cette *Chronique* met en relief un tout autre ordre de répercussions qui se font sentir au sein même du milieu d'enseignement post-secondaire. On apprend que plusieurs politiciens et leaders d'opinion publique sont nombreux à blâmer les professeurs et leur influence induite sur la jeunesse incitant celle-ci à la révolte « par leur critique constante du système » (p. 170). Il s'en suit toute une série de mesures pour tâcher de contrer toute tentative de propagande politique ou d'endoctrinement de leur part. Ce volet de l'histoire de la crise d'Octobre mérite à lui seul une étude détaillée.

Les travaux de recherches d'Éric Bédard confirment à quel point les politiciens de l'époque ont surestimé le niveau d'organisation et de contestation en milieu universitaire montréalais. De façon plus générale, son étude nous permet d'apprécier la diversité des réactions à la crise de 1970 dans un milieu relativement restreint. Elle sert aussi d'invitation aux historiens à multiplier les recherches sur ces événements marquants de l'histoire québécoise les étendant à d'autres secteurs. Tout comme cette *Chronique*, de telles analyses nous permettraient de nuancer nos interprétations et poser un regard plus critique sur cette tranche de notre passé — sans compter qu'elles risquent de nous révéler des surprises enrichissantes comme on en trouve dans cette *Chronique*.

Nicole Neatby  
*Université de l'Île-du-Prince-Édouard*